

La Lettre de l'IRSEM

Juillet-août-septembre 2026

**| Rentrée stratégique
de l'IRSEM** **2**

| Actualités de l'IRSEM **5**

Nomination du conseil scientifique

Publications de l'IRSEM

Ouvrages publiés par les chercheurs

Événements

IRSEM Europe

Activités des chercheurs

| À venir **22**



Rentrée stratégique de l'IRSEM

Le 8 septembre 2026, l'IRSEM organisait sa rentrée stratégique en amphithéâtre Foch sur le site de l'École militaire en présence du directeur général des relations internationales et de la stratégie, M. Guillaume Ollagnier, et de la ministre des Armées et des Anciens Combattants, Mme Catherine Vautrin.

Les priorités scientifiques de l'IRSEM



En ouverture, Martial Foucault, directeur de l'IRSEM, a rappelé la nécessité voire l'urgence de faire émerger une véritable école française des études stratégiques. Si la France peut s'appuyer sur une riche tradition de penseurs des études stratégiques (Aron, Beaufre, Gallois, Poirier), elle ne fait pas encore école car, dispersée entre universités, grandes écoles, armées et État, elle est trop peu présente dans les débats internationaux. Il revient donc à l'IRSEM de rapprocher ces mondes. La Revue nationale stratégique de 2025 reconnaît d'ailleurs aux instituts de recherche une place à part entière dans l'élaboration de la stratégie française.

Après avoir souligné que les études stratégiques interrogent la relation entre les fins, les moyens et l'adversaire, Martial Foucault a précisé qu'elles restent liées à l'emploi de la force sans s'y réduire, car la compétition déborde le champ militaire. Les objets ne sont pas stratégiques par nature, ils le deviennent lorsqu'ils affectent un rapport de puissance ou bien lorsqu'ils créent une vulnérabilité et conditionnent la capacité d'action. C'est ce processus de « straté- gisation » que les sciences sociales peuvent éclairer.

L'agenda de recherche pour les prochaines années de l'IRSEM s'articulera autour de trois priorités scientifiques : (1) les vulnérabilités critiques car les

interdépendances sont devenues des instruments de puissance, et l'Europe doit penser sa propre doctrine de maîtrise sélective des dépendances ; (2) l'esprit de défense et la cohésion nationale : aucune stratégie ne tient sans le consentement de la société et (3) la dynamique des conflits en distinguant la simple nouveauté de la véritable rupture stratégique.

Cette école française des études stratégiques, projet d'une génération, ne copiera ni les *strategic studies* anglo-américaines ni les seules études militaires, et ne se substituera pas aux états-majors. Elle fera de la guerre et de la paix un objet de sciences sociales, et de la stratégie une question scientifique. L'IRSEM et l'ensemble de ses chercheurs, post-doctorants et doctorants continueront à œuvrer pour comprendre comment les transformations du monde deviennent stratégiques.

La recherche stratégique au service de l'action publique



Dans son propos introductif, le directeur général des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) place le rôle de l'IRSEM sous le signe de deux « obsessions ». La première tient au contexte : jamais le risque d'une confrontation généralisée n'a été aussi tangible en Europe, alors que la fiabilité des alliés, et d'abord des États-Unis, est sujette à caution. La Revue nationale stratégique de juillet 2025 n'a pas été démentie, mais elle a sans doute sous-estimé la gravité de la situation et la vitesse de sa dégradation. La seconde est une leçon de l'histoire : la France n'a jamais subi de défaite qui ne fût d'abord une défaite de la pensée, faute d'avoir compris l'adversaire, à force de préparer la guerre d'avant ou d'avoir surestimé ses alliances. En l'année de la panthéonisation de Marc Bloch, l'avertissement s'impose. Pour y répondre, Guillaume Ollagnier estime que l'IRSEM dispose de deux atouts qu'il faut faire jouer ensemble. D'abord l'excellence et la liberté académiques sont indispensables pour penser librement, sur le temps long, et « dire les choses avec franchise, même

quand elles dérangent ». Ensuite l'utilité stratégique de l'IRSEM doit progresser, fort de son ancrage au ministère des Armées. Les meilleures analyses n'ont aucun intérêt pour la défense des intérêts français si elles ne sont ni lues, ni diffusées, ni reliées aux arbitrages à rendre.

Le directeur général des relations internationales et de la stratégie identifie deux craintes qu'il qualifie de « terreurs » : celle que les chercheurs s'autocensurent face aux orientations de la politique de défense, et celle que des travaux remarquables restent inexploités faute d'être connus. Il appelle donc à des propositions actionnables et à une meilleure diffusion, y compris à l'international, en saluant l'antenne IRSEM Europe à Bruxelles.

L'IRSEM s'inscrit enfin dans un écosystème plus large que la DGRIS veut coordonner et soutenir par l'intermédiaire de l'IGA Bruno Gruselle, nouveau directeur de la stratégie de défense, prospective et contre-prolifération (DSPC). Ces futurs chantiers doivent permettre à la recherche en études stratégiques de déplacer son regard là où la lumière est (encore) absente.

Vers un monde désaligné ?



La rentrée stratégique s'est poursuivie par deux tables rondes organisées autour de thématiques travaillées par les chercheurs de l'IRSEM. La première, animée par Amélie Férey et intitulée « Vers un monde désaligné », a réuni quatre chercheurs qui observent une variété de ruptures dans le Golfe, en Afrique, en Chine et dans l'espace.

Fatiha Dazi-Héni évoque le multi-alignement – et non le désalignement – des pays du Golfe comme une assurance de sécurité. Les monarchies misent sur le multi-alignement, poussé à l'extrême par les Émirats, sans rompre avec Washington, dont elles restent structurellement dépendantes. Le pacte de défense de La Mecque, signé en août 2026 avec la

Turquie et le Pakistan, illustre cette régionalisation de la sécurité. Enfin, elle souligne que les plus petites monarchies (Koweït, Bahreïn) sont les plus exposées et restent prisonnières de la protection américaine, tandis que le Qatar se rapproche de la Turquie et entend poursuivre un (nouveau) rôle diplomatique en tant que médiateur.

Du côté de l'Afrique, Mathieu Mérino préfère parler de refus de l'Occident plutôt que de désoccidentalisation, dont témoigne le renvoi des armées étrangères de plusieurs pays. Le mode de vie occidental n'est en revanche pas rejeté de manière systématique et le franc CFA est toujours utilisé malgré des annonces d'abandon. Une spécificité de l'Afrique reste la domination des États et de leurs élites comme vrais décideurs et non les organisations panafricaines. Parmi les pays multi-alignés à suivre, Mathieu Mérino écarte le Maroc (ancré à l'Ouest), l'Afrique du Sud (tensions internes) et le Rwanda (trop petit) mais retient l'Éthiopie, malgré ses conflits internes, et surtout le Kenya, « pivot multi-aligné » de l'Afrique de l'Est (hub économique et diplomatique, médiateur régional).

Du côté de la Chine, Paul Charon note que son image s'est fortement redressée en moins de 5 ans, notamment chez les jeunes. Depuis 1997, le discours multipolaire de Pékin masque toutefois des pratiques coercitives et prône une démocratisation des relations internationales sans démocratisation des États. D'une certaine manière, la Chine rejette l'universalisme présenté comme un particularisme occidental. En ce qui concerne Taïwan, les guerres d'Ukraine et d'Iran ayant révélé la force de la résistance asymétrique, Pékin, dont l'armée est affaiblie par les purges, privilégie l'action sous le seuil du conflit (désinformation, cyber, blocus possible) et le récit d'une réunification inévitable.

Selon Béatrice Hainaut, la question du désalignement trouve un écho dans l'espace car les tensions terrestres s'y projettent : brouillage, rapprochements non coopératifs de satellites, capacités offensives en hausse. Même si les États affichent une certaine retenue dans les attaques cinétiques, l'espace demeure un lieu de conflictualité pour les objets en orbite. En effet, le traité de l'espace de 1967 étant très difficile à renégocier, la France promeut des normes non contraignantes, une sorte de code de conduite pour imposer une forme de régulation dans les rapports de puissance. Ainsi sa stratégie spatiale de 2025, conçue pour éviter une marginalisation face au duopole américano-chinois, maintient un cœur souverain tout en misant sur l'Europe (Allemagne, Italie, constellation IRIS² en orbite basse). Partout, les États cherchent à regagner en souveraineté en diversifiant leurs partenariats, sans rompre avec

les anciennes dépendances. Toute la difficulté est donc de penser simultanément force cinétique et action sous le seuil du conflit.

La France au sein d'une Europe puissance



La deuxième table ronde, modérée par Philippe Perchoc, portait sur « La France au sein d'une Europe puissance » et rassemblait de nouveau quatre chercheurs IRSEM.

Céline Marangé décrit une menace russe durable. En effet, malgré des pertes colossales et une économie en stagflation, l'armée russe apprend de ses échecs, maintient une économie de guerre et accroît ses effectifs tant en incorporant les plus jeunes citoyens russes que par une réserve portée à 2 millions de personnes. La guerre hybride conduite par la Russie consiste à exercer une influence coercitive sur l'adversaire en recourant de façon coordonnée à la fois à des actions militaires, à des pressions non militaires, à des manœuvres informationnelles, à la subversion politique et à des opérations secrètes. Le Kremlin vise la destruction de l'État ukrainien et la refonte de l'ordre de sécurité européen. Face à cela, l'Europe a montré une cohésion inattendue et la France s'est distinguée qualitativement, notamment sur la dissuasion.

Pour David Cadier, le changement de posture de l'Union européenne s'apparente à un changement de logiciel car l'UE se pense désormais en acteur géopolitique (élargissement, livraisons d'armes, mobilité militaire). Ce n'est plus l'UE de la fin des années 2000 où elle essayait de transformer sa périphérie en exportant son modèle interne de bonne gouvernance (logiciel de puissance normative). Cependant les divergences qui subsistent encore entre les États membres sur leur rapport aux États-Unis font obstacle à une véritable stratégie, ce qui a pour conséquence de faire de l'Europe une puissance géopolitique à défaut d'être une puissance stratégique.

Samuel Faure parle de transformation différenciée : les instruments européens (Fonds européen de défense, prêts SAFE) se sont renforcés, sans centralisation du pouvoir ni convergence des pratiques nationales. Par exemple, les achats en coopération européenne plafonnent à 24 % contre un objectif de 40 %. Un tel écart montre que nous assistons à un réarmement de l'Europe mais pas par l'Europe. Et cette européanisation reste sélective : cinq pays concentrent plus de 70 % des prêts SAFE. Les États peuvent donc utiliser davantage l'Europe, ses instruments et ses budgets sans mécaniquement faire converger leurs pratiques. Les négociations en cours sur la directive MPDS sur les marchés publics de défense et de sécurité en sont une illustration qui sera prochainement documentée par l'IRSEM.

Cette difficulté à faire converger une Europe de la défense sur le plan industriel se vérifie sur le terrain des services nationaux. Maxime Launay rappelle que la guerre est redevenue pensable en Europe mais que les armées et le service militaire restent des objets nationaux. Les Européens soutiennent une défense commune, beaucoup moins une armée intégrée ou la projection de leurs soldats. Et une question se pose : se sentent-ils assez membres d'une même communauté politique pour en assumer les coûts ? Contrairement aux aspects industriels ou diplomatiques, le retour de l'Europe puissance ne se traduit pas automatiquement en une politique institutionnelle sur le volet militaire. C'est pourquoi les armées restent largement un objet national. S'il y a évidemment un souhait d'augmenter les capacités militaires européennes, les Européens sont beaucoup plus réticents à un engagement direct de leurs propres soldats dans une guerre. Cela signifie que la légitimité de la défense augmente sans que la légitimité de l'emploi offensif de la force augmente dans les mêmes proportions.

La France comme puissance d'équilibre



©Lara Priolel/ECPAD

En clôture de la rentrée stratégique de l'IRSEM, la ministre des Armées et des Anciens Combattants résume les débats de la matinée à une seule question : comment rester maîtres de notre destin, dans un monde où les règles sont devenues un « champ de ruines » ? À cette question, la ministre répond en énonçant trois objectifs. Le premier est de donner à la France les moyens de sa liberté par une dissuasion crédible, des stocks d'armements, du renseignement et une industrie capable de tenir

dans la durée. Le deuxième est de faire grandir la puissance européenne, en faisant « continent ensemble » face à la Chine, aux États-Unis et à la Russie. Cela passe par des commandes et programmes communs, des financements prévisibles et une préférence européenne. Le troisième est de préparer la nation par un réarmement intellectuel. Pour conclure, la ministre affirme que la France entend rester une puissance d'équilibre, c'est-à-dire penser la puissance sans renoncer aux principes, rechercher l'autonomie sans l'isolement. « En Ukraine, aucune paix durable ne peut consacrer le droit de conquête. Il faudra pouvoir dire : nous avons regardé le danger en face. »

Martial Foucault

Actualités de l'IRSEM

I Nomination du conseil scientifique

Par arrêté du 1^{er} août 2026 sont nommés au conseil scientifique de l'IRSEM à compter du 1^{er} août 2026 :

Mme Delphine Allès, professeure en relations internationales ; Mme Bénédicte Chéron, maîtresse de conférences en histoire ; M. Renaud Bellais, professeur d'économie ; M. Sven Biscop, professeur en relations internationales ; M. Sébastien Jakubowski, professeur en sociologie ; M. Frédéric Mérand, professeur en science politique ; M. Gilles Ferragu, maître de conférences en histoire ; M. Olivier Schmitt, professeur de science politique ; M. Frédéric Gloriant, maître de conférences en histoire ; Mme Catherine Hoeffler, professeure en études européennes.

I Publications de l'IRSEM

Étude 137 (14 septembre)



« Santé mentale et guerre de haute intensité – Un déterminant stratégique à ne plus négliger », par Marion Trousselard, 56 p.

En contexte de guerre de haute intensité, la santé mentale des combattants et des populations civiles constitue un déterminant opérationnel de premier ordre, trop longtemps traité comme un effet secondaire ou un enjeu différé. Les conflits prolongés, dont la guerre en Ukraine offre le cas le plus documenté, génèrent des besoins psychologiques massifs que les systèmes spécialisés, conçus pour des flux individuels en temps de paix, sont structurellement incapables d'absorber. Détresse aiguë, stress post-traumatique infraclinique et blessures morales dégradent en temps réel la capacité décisionnelle, la cohésion des unités et la soutenabilité de l'effort de défense.

Cette étude défend un changement de paradigme : non plus soigner après, mais protéger tôt et à grande échelle, via une architecture de santé publique graduée. Elle en identifie les conditions opérationnelles et analyse les ajustements structurels qu'appellerait un engagement de haute intensité : capacité de montée en charge, continuité civil-militaire, détection précoce

des formes subsyndromiques. Elle aborde les enjeux éthiques et médico-légaux que soulève la reconnaissance des blessures invisibles. La santé mentale n'est pas une variable d'ajustement : c'est un composant du capital humain stratégique dont dépend la capacité à soutenir un engagement prolongé.

Étude 138

(30 septembre)



« Sahel, au centre du djihadisme mondial », par Alexandre Lauret et Mathieu Mérino (dir.), 128 p.

Depuis une décennie, le Sahel s'est imposé comme l'un des principaux foyers de violence armée. L'expansion géographique des organisations djihadistes vers les pays côtiers, les recompositions politiques issues des coups d'État ou encore l'émergence de nouveaux partenariats sécuritaires ont profondément transformé les équilibres politiques et sécuritaires en Afrique de l'Ouest. Fruit d'un échange entre chercheurs français et africains, cette étude analyse les mutations contemporaines de la violence au Sahel en s'interrogeant sur les capacités d'adaptation des groupes djihadistes, les nouvelles formes de gouvernance qu'elles engendrent ainsi que les réponses aussi bien étatiques que communautaires.

Note stratégique 152

(23 septembre)



« Le Groenland, nouvelle frontière des ambitions stratégiques américaines », par Maud Quessard et Estelle Pascal, 18 p.

Lorsque Donald Trump déclare en 2019 vouloir acheter le Groenland, la formule frappe par son apparente nouveauté. Elle ne fait pourtant que réactiver une constante longue de la politique étrangère américaine, repérable dès le rapport commandé par William H. Seward en 1867 : s'assurer l'accès à un territoire stratégique sans en revendiquer la possession. La séquence contemporaine ne rompt pas avec cette logique, elle la déplace. Ce à quoi Washington cherche désormais à accéder n'est plus un sol, mais une position dans des réseaux d'infrastructures, militaires, minières et numériques, dont le contrôle vaut projection de puissance. Cette projection, surtout, n'est plus le monopole de l'État ; entreprises minières adossées au capital-risque, opérateurs de câbles sous-marins, promoteurs de cités-États en sont devenus les agents. Cette hybridation de la puissance, où l'initiative privée relaie la straté-

gie publique, est l'objet de la présente note. Le Groenland y apparaît moins comme un enjeu territorial que comme le révélateur d'une souveraineté en recomposition à l'ère numérique, dont l'Arctique est le laboratoire. L'accord de sécurité annoncé le 18 septembre 2026 par Washington, Copenhague et Nuuk, qui étend l'accès américain sans toucher à la souveraineté danoise, vient le confirmer.

Veille stratégique 5

(31 août)



« Empreinte de la Chine à l'étranger », par Hugo Tierny, 6 p.

Dans un contexte d'intensification de l'empreinte sécuritaire globale de la Chine, cette veille stratégique, bimestrielle, vise à suivre dans la durée les implantations militaires et duales chinoises à l'étranger. L'empreinte est ici entendue comme l'ensemble des dispositifs militaires, logistiques, économiques et sécuritaires concourant à la présence, à l'influence et à l'action de la Chine à l'étranger.

Brève 93

(21 septembre)



« Réseaux électriques et conflits – Mise en place et évolution des stratégies de résilience », par Angélique Palle, 2 p.

Les réseaux de transport d'électricité sont entrés au cœur des compétitions de puissance internationales. Ciblés aujourd'hui par la plupart des conflits armés mais aussi par les rivalités régionales autour de la fixation des normes et de l'accès aux ressources, ils font l'objet récent de stratégies de résilience diverses de la part des États.

Brève 94

(28 septembre)



« Bab el-Mandeb – La fin des mers libres », par Alexandre Lauret, 2 p.

À travers la prise de contrôle du détroit de Bab el-Mandeb, les Houthis mettent à l'épreuve la sécurisation des routes maritimes mondiales. Cette situation révèle une crise plus globale, marquée par le retour du territoire dans la mondialisation et la militarisation croissante du commerce mondial.

Brève 95 (29 septembre)



« Le Sahel, au centre du monde : Leçons d'une marge politique », par Alexandre Lauret, 2 p. [publiée aussi en anglais sous le titre « The Sahel at the Centre of the World : Lessons from a Geopolitical Margin »].

Longtemps perçu comme une marge du monde, le Sahel est devenu un des foyers majeurs du djihadisme mondial. Cette brève développe le paradoxe d'une région périphérique devenue centrale en montrant comment les groupes armés ont transformé les contraintes territoriales périphériques en ressources stratégiques. L'ensemble des analyses est à lire dans l'étude n°138 intitulée *Sahel, au centre du djihadisme mondial*.

Ouvrages publiés par les chercheurs



Maud Quessard, *La puissance sans principe. Le nouvel empire américain*, Paris, Éditions du Seuil (à paraître le 9 octobre).

« Jamais peut-être les moyens de la puissance américaine n'ont été aussi massifs ; jamais peut-être sa capacité à les faire accepter comme ordre n'a paru si incertaine. »

Aux ambitions universalistes et à la promesse d'un avenir désirable que les États-Unis prétendaient porter pour le monde après la guerre froide, succèdent des logiques plus transactionnelles et conflictuelles. Les alliances deviennent conditionnelles, les outils économiques sont transformés en instruments de pression, les plateformes numériques deviennent des acteurs géopolitiques à part entière et les guerres de l'information font rage dans la compétition internationale.

Et si le second mandat de Donald Trump n'incarnait pas seulement un populisme outrancier, mais l'accélérateur d'un basculement civilisationnel américain ?

Mêlant histoire, géopolitique, culture et analyse des stratégies d'influence, *La puissance sans principe* retrace la généalogie du nouvel empire américain. Les empires d'aujourd'hui (États-Unis, Chine et Russie) ne dominent plus seulement des territoires, ils cherchent à imposer leur propre récit du monde. Et c'est peut-être là que se jouera l'avenir de l'Europe et des pays du Sud : dans la capacité à produire ensemble des idées suffisamment fortes, des visions assez désirables et des imaginaires rassembleurs pour leur résister.

Maud Quessard est spécialiste de politique étrangère. Elle est directrice du domaine Europe, Espace transatlantique, Russie à l'IRSEM. Elle a publié *Guerres de l'information et stratégies d'influence. Propagande et diplomatie publique des États-Unis depuis la guerre froide* (Presses universitaires de Rennes, 2019) et, avec Céline Marangé, *Les guerres de l'information à l'ère numérique* (PUF, 2021).

I Événements

11 septembre : Séminaire « Ukraine : une communauté en deuil », IRSEM/ISP, avec Alexandra Goujon (Université Bourgogne Europe).



Le vendredi 11 septembre 2026, Alexandra Goujon, maîtresse de conférences en science politique à l'université Bourgogne Europe, est venue à l'École militaire pour présenter un exposé sur « L'Ukraine : une communauté en deuil », dans le cadre du cycle de séminaires IRSEM/ISP, intitulé « L'espace social et politique de la guerre : transformations, engagements, adaptations » et animé par Anna Colin Lebedev, Anne Le Huérou, Céline Marangé et Victor Violier.

Elle a expliqué comment se sont transformées les activités mémorielles en temps de guerre depuis 2014, en particulier les hommages rendus aux soldats morts au combat. Ces hommages mettent en évidence des changements de vie et de réseaux de sociabilité chez les proches de ces soldats qui, pour une part, s'engagent dans l'action collective. De nombreuses associations ont été créées notamment par des mères endeuillées, au niveau local et sur l'ensemble du territoire ukrainien, afin de formaliser une entraide qui se déploie aussi de manière informelle. Ces bénévoles servent aussi d'interlocuteurs privilégiés auprès des autorités locales dans certaines revendications sociales, ainsi que dans l'élaboration de cérémonies commémoratives et la construction de monuments aux morts dont les carrés militaires dans les cimetières. Ces pratiques mémorielles contribuent à la création d'une multitude de cercles de deuil qui s'imbriquent les uns dans les autres.

Ainsi se forge une communauté nationale à travers l'expérience du sacrifice lié au fait de mourir pour la patrie. Cette tendance unificatrice autour du deuil de guerre n'empêche pas l'existence de disparités ou de dissensions quant aux pratiques ou

aux conceptions mémorielles. Par exemple, de vifs débats sont ainsi apparus sur la couleur et le matériau des pierres tombales dans les carrés militaires, certains rejetant le granit gris, rappelant la période soviétique, quand d'autres arguent de sa solidité.

Alexandra Goujon a soutenu, en 2025, une habilitation à diriger des recherches avec un mémoire original intitulé « Une guerre à soi. Résistance nationale et effervescence mémorielle en Ukraine ». Parmi les publications récentes, on compte : *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre* (Le cavalier bleu, 2023) et « Nationalisme et mémorialisation en Ukraine. La révolution de Maidan et la guerre limitée avec la Russie », *Revue française de science politique* (73/6, 2023).

Céline Marangé

14 septembre : Séminaire « Participation politique des Indo-Américains et défense des intérêts hindous dans la Silicon Valley : capitale technologique, mobilisation de la diaspora et liens transnationaux », avec Gilles Verniers (CERI/Sciences Po).



Gilles Verniers a présenté l'essor de la participation électorale des Américains d'origine indienne et des organisations de défense des intérêts hindous en Californie du Nord, en soutenant que ces deux phénomènes sont structurellement liés par la position socio-économique particulière de la diaspora dans le secteur technologique. En s'appuyant sur un travail de terrain ethnographique mené dans la baie de San Francisco et la Silicon Valley auprès des associations comme des individus, adossé à l'examen de données statistiques notamment financières, Gilles Verniers a montré comment la surreprésentation marquée des professionnels d'origine indienne

dans le secteur des technologies a généré à la fois les ressources financières et la capacité organisationnelle qui sous-tendent l'engagement croissant des Américains d'origine indienne dans la politique locale. Il définit ces mouvements civiques comme profondément américains, tout en montrant que ces associations dans leur grande majorité tendent à défendre une identité culturelle hindoue. Leur mobilisation a d'ailleurs été majeure lors du projet de loi SB 403, interdisant les discriminations de caste. Ce projet, visant à interdire les discriminations de castes, a été approuvé par la législature de l'État californien en septembre 2023. Ce projet a finalement été abandonné après s'être heurté au veto du gouverneur Newsom qui, selon Gilles Verniers, compte parmi ses influents donateurs un homme d'affaires indien. Cette trajectoire politique est un modèle distinct d'intégration politique de la diaspora indienne, dans lequel le capital ethnique accumulé dans le secteur privé est converti en influence civique et électorale aux niveaux municipal et régional, créant ainsi des opportunités d'expansion et de coordination pour des organisations identitaires hindoues en quête d'influence, notamment, pour les plus aisés, en se rapprochant du mouvement MAGA de la Silicon Valley.

Carine Pina

18 septembre : Séminaire « Neighbouring an unpredictable Russia – Finnish views on strategic deterrence and total defence », avec Pr Katri Pynnöniemi (University of Helsinki) et Dr Pentti Forsström (Finnish National Defence University).



Cinq membres de l'équipe Russie de l'Université de défense nationale de Finlande (FNDU) sont venus à l'École militaire les 17 et 18 septembre dans le cadre d'un partenariat avec l'IRSEM. Le jeudi s'est tenu un workshop fermé sur les questions militaires et nucléaires ; l'après-midi était dédié aux questions de résilience nationale avec un séminaire sur la défense totale et une rencontre au quai d'Orsay avec

la Direction de la communication et de la presse. Le vendredi, la professeure Katri Pynnöniemi (FNDU et University of Helsinki) et le docteur Pentti Forsström (FNDU) sont intervenus lors d'un séminaire public dans le cadre du cycle « Les pays de l'espace nordico-baltique face aux menaces hybrides de la Russie », animé par Céline Bayou (INALCO), Sophie Enos-Attali (ICP), Céline Marangé (IRSEM) et Emilija Pundziūtė-Gallois (ICP).

Le séminaire, modéré par C. Marangé, s'intitulait « Neighbouring an unpredictable Russia – Finnish views on strategic deterrence and total defence » ; il s'est tenu aux Invalides dans les locaux du musée de l'Ordre de la Libération. L'Europe doit élaborer une nouvelle stratégie à l'égard de la Russie, fondée sur une analyse réaliste de la menace russe et sur un ensemble de politiques proactives visant à dissuader toute escalade et à préparer la population. Comment la menace russe a-t-elle évolué au fil des ans et comment les chercheurs finlandais ont-ils tenté d'expliquer cette mutation ? Quelles erreurs ont été commises au cours de ce processus et comment en tirer des enseignements ?

Katri Pynnöniemi a commencé par proposer une analyse de la menace suivant le paradigme libéral et le paradigme réaliste et par souligner les apories des deux approches avant de s'interroger sur la manière dont l'affrontement est envisagé en Russie. Pentti Forsström a ensuite exposé l'évolution de la perception de la menace russe en Finlande de la guerre froide à aujourd'hui. Il a enfin montré que le mode d'action de la Russie se complexifie et que, dans ces conditions, l'approche finlandaise de défense totale, qui inclut notamment la sécurité cognitive, permet d'exercer ainsi un effet dissuasif en répondant aux menaces militaires, hybrides et informationnelles.

Céline Marangé

22 septembre : Book Club « *Strategiia* de Svetchine. Les leçons d'une réflexion stratégique et opérative pour aujourd'hui », avec le général (2S) Bernard Aussedat, Benoist Bihan et Patrick Bouhet.



Le 22 septembre, dans le cadre du Book Club « Fronts de l'Est », s'est tenu à l'École militaire une séance consacrée à « *Strategiia* de Svetchine. Les leçons d'une réflexion stratégique et opérative pour aujourd'hui ». À l'invitation de Céline Marangé, le général (2S) Bernard Aussedat qui a traduit le livre du russe et Benoist Bihan et Patrick Bouhet qui l'ont annoté et préfacé sont venus présenter cette œuvre majeure de la pensée militaire soviétique. Le général (2S) Bernard Aussedat, issu des troupes alpines, a occupé des postes d'officier de renseignement à l'état-major de l'armée de Terre et a été attaché de défense à Varsovie puis à Moscou avant de rejoindre l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Benoist Bihan, stratège et historien, mène une carrière consacrée aux enjeux de défense dans l'industrie, puis dans le conseil. Il dirige aujourd'hui le Centre d'analyse et de prévision des risques internationaux (CAPRI). Il est notamment l'auteur de *La Guerre : la penser et la faire* et *Conduire la guerre. Entretiens sur l'art opératif* (avec Jean Lopez). Patrick Bouhet, historien militaire et stratège, est cadre civil de la défense en poste au sein de l'inspection de l'armée de l'Air et de l'Espace. Membre du comité de rédaction de la revue *Vortex*, il a participé à plusieurs ouvrages traitant en particulier des guerres du Premier Empire.

Un siècle après sa publication en russe, *Strategiia*, l'ouvrage pionnier d'Alexandre Svetchine, vient de paraître en français aux éditions Perrin avec le soutien du ministère des Armées. Né à Odessa en 1878 dans une famille aristocratique et militaire, Svetchine a d'abord servi le tsar avant de rallier la révolution bolchevique à près de 40 ans, faisant le choix de la continuité et du nouveau régime pour défendre la puissance russe. Après la guerre civile, cet officier lettré et polyglotte, ayant commandé à tous les niveaux, s'est consacré, à la demande de

Trotsky, à l'enseignement et à l'écriture au sein de l'Académie de l'état-major. Il s'est bientôt trouvé en opposition à Mikhaïl Toukhatchevski, chef d'état-major et protégé de Staline. Il préconisait notamment de ne pas rechercher une victoire éclair, mais d'user les forces de l'adversaire, le temps de mobiliser. Son analyse stratégique prudente, fondée sur une appréciation réaliste de l'état de faiblesse de l'Armée rouge et sur les enseignements de la défaite de l'armée impériale contre le Japon en 1905, s'est heurtée à une vision politique grandiose du mythe ouvriériste et d'une armée de masse. Envoyé au goulag au début des années 1930, il en sort après l'invasion de la Mandchourie, en raison de ses connaissances sur le Japon. Il consacre ses dernières années à la rédaction d'une biographie de Clausewitz. Comme l'écrasante majorité du haut commandement de l'Armée rouge, il est accusé d'espionnage en 1938 et meurt fusillé à l'acmé de la grande terreur stalinienne, peu après Toukhatchevski.

En écrivant *Strategiia*, il cherchait non pas à prescrire une stratégie, mais à former des stratèges. Son apport majeur consiste à avoir pensé la conduite politique de la guerre et à avoir montré que la dimension militaire ne peut pas être prise isolément d'autres dimensions, à la fois sociales, économiques, politiques et diplomatiques, ce qu'il nomme les « Fronts ». Il insiste sur l'importance de mettre en cohérence l'ensemble de ces « Fronts » pour atteindre les buts de la guerre. Approfondissant la pensée de Clausewitz, ses théories ont irrigué la réflexion des stratèges contemporains. Patrick Bouhet est d'ailleurs revenu sur les nombreux parallélismes entre Clausewitz et Svetchine, tant dans leur vie, leur carrière militaire que dans leur pensée stratégique. Considéré comme le père de l'art opératif soviétique, Svetchine est demeuré un théoricien militaire lu en Russie comme en Ukraine. Alors que des experts militaires ukrainiens appellent à repenser le rôle de la « profondeur opérative » (entre 30 et 300 km du front) pour développer une nouvelle théorie de la victoire dans la guerre en Ukraine, visant la « neutralisation stratégique », il est utile de se replonger dans les écrits de Svetchine qui offrent un cadre de réflexion et qui constituent une fenêtre sur la culture stratégique des deux belligérants.

Céline Marangé

23 septembre : Séminaire « Capitalisme de la finitude : le monde confisqué », AFD/IRSEM.



Le 23 septembre, l'IRSEM ouvrait un cycle de conférences conjointes avec l'Agence française de développement (AFD). L'objectif sera de croiser géopolitique, stratégie et développement, à travers trois ou quatre autres conférences planifiées au premier semestre 2027. Cette première conférence faisait intervenir l'historien de l'économie Arnaud Orain, auteur du livre *Le Monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude (XVI^e – XXI^e siècles)* publié aux éditions Flammarion en janvier 2025.

Arnaud Orain a ouvert la conférence par une présentation des conclusions principales de son ouvrage. En particulier, il a décrit les deux modèles qu'il propose comme hypothèses explicatives des évolutions du capitalisme depuis le XVI^e siècle : un cycle entre le « capitalisme de la finitude » et le « capitalisme libéral ». Selon Arnaud Orain, le premier modèle se caractérise par une conception de l'économie mondiale comme un jeu à somme nulle, ce qui conduit les acteurs économiques et politiques à s'engager dans une course aux ressources, à la puissance navale et aux monopoles. Aux XVI^e – XVIII^e siècles, ce modèle expliquerait la course aux « hectares fantômes », ces terres arables extraterritoriales exploitées par les empires coloniaux pour subvenir à leurs besoins en métropole. Les puissances entrent en concurrence pour s'accaparer les parts d'un gâteau qui ne peut pas s'agrandir. D'après Arnaud Orain, c'est cette mentalité qui domine l'économie mondiale depuis 2010, à travers la construction et l'entretien de « silos impériaux » grâce à des mesures protectionnistes et l'aspiration à la stabilisation de « rentes » monopolistiques par les États et compagnies publiques et privées.

Alternativement, lors des périodes de capitalisme libéral, la conception majoritaire est celle d'un gâteau dont la taille peut augmenter pour tout le monde. Ce serait une période de « mondialisation

heureuse » tout autant que celle d'un « impérialisme du libre-échange », c'est-à-dire une libération des échanges imposée dans tous les territoires. Un *hegemon* dominerait l'économie internationale, grâce à une marine marchande et militaire sans équivalent. Entre 1815 et 1880, cet *hegemon* est britannique ; entre 1945 et 2010, il est américain. Dans ce modèle, les avantages comparatifs sont exploités pour spécialiser les territoires et une forme de « paix libérale », par le commerce, semble réguler les échanges et les puissances. La puissance maritime et navale est un élément structurel des hypothèses d'Arnaud Orain, qui convoque le modèle théorique de l'historien et stratège américain Alfred Thayer Mahan. Son modèle est une gradation téléologique de la puissance, partant d'une industrialisation nationale, étendue par une marine marchande, elle-même renforcée par une marine de guerre, le tout contribuant à la poursuite d'une forme de colonisation. Au XVI^e siècle, cette « colonisation » est l'accaparement des terres, comptoirs et routes maritimes auquel le concept renvoie instinctivement. Au XXI^e siècle, selon Arnaud Orain, elle est celle des Routes de la Soie chinoises.

Les discutants Jérémie Daussin-Charpantier, expert senior financement du développement (AFD), et Carine Pina, chercheuse Chine-Monde chinois (IRSEM) ont prolongé la réflexion avec Arnaud Orain avant un temps de questions modéré par Mathieu Mérino, chercheur Afrique (IRSEM).

À cette occasion, Arnaud Orain s'est penché sur la remilitarisation des marines marchandes contemporaines, le phénomène de « reprimarisation » des économies des pays dits du Sud depuis les années 1990 et sur les enjeux de « dématérialisation » comme de « rematérialisation » de l'économie accentuant les dépendances des économies occidentales aux minerais rares et à l'eau. Arnaud Orain a conclu les échanges sur l'importance pour les responsables politiques d'intégrer les notions de limites énergétiques et environnementales sur le temps long dans leurs programmes d'adaptation au changement climatique, et de coupler les ambitions stratégiques aux enjeux environnementaux, qui continuent à devenir plus structurants pour les conflits et le développement.

Rose Melot Chesnel

IRSEM Europe

**14 septembre : Closed Expert Roundtable
« Between Multilateralism and Minilateralism:
Parliamentary Perspectives on Regional
Security and EU-ASEAN ».**



Le 14 septembre 2026, IRSEM Europe a organisé une table ronde d'experts sur les tensions entre multilatéralisme et minilatéralisme dans le paysage sécuritaire indo-pacifique et leurs implications pour le partenariat stratégique UE-ASEAN.

S.E. le Dr Chem Widhya, secrétaire général de l'Assemblée interparlementaire de l'ASEAN (AIPA), a ouvert la séance sur le rôle de la diplomatie parlementaire dans la préservation d'un ordre régional fondé sur des règles, dans un contexte de concurrence géopolitique croissante. Lizza Bomassi, analyste de recherche pour l'Indo-Pacifique à l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS), a ensuite abordé l'évolution du multilatéralisme, qui ne disparaît pas mais prend des formes variées et imbriquées. La séance était modérée par la Dr Marie Hiliquin, chercheuse postdoctorale à IRSEM Europe.

Les échanges ont aussi porté sur la vulnérabilité économique et financière croissante de l'Europe et du monde, sur les enjeux sécuritaires du changement climatique et de la désinformation liée à l'IA, et sur la nécessité de maintenir le dialogue avec tous les partenaires, y compris la Chine, tout en renforçant la coopération UE-ASEAN.

15 septembre : Brown Bag Seminar « Military Politics in Afghanistan: Taliban Coercion and the National Army ».



Le 15 septembre 2026, IRSEM Europe a organisé un Brown Bag Seminar consacré à la politique militaire en Afghanistan, cinq ans après le retour au pouvoir des talibans. L'intervention d'Ahmad Fahim Abdullatif, doctorant au CERI (Sciences Po) travaillant sur l'armée et la coercition dans la formation de l'État afghan, a porté sur la manière dont un mouvement reposant sur une base politique, ethnique et idéologique étroite parvient à gouverner un État, ainsi que sur l'avenir de son armée.

Les échanges ont abordé la dépendance historique des élites afghanes envers les puissances étrangères, marque d'une extraversion structurante de la formation de l'État afghan depuis le XIX^e siècle. Ils ont également porté sur la centralisation coercitive de l'État, le financement des talibans par la taxation du commerce et de l'économie de la drogue, et la mise en place d'une administration et d'une justice parallèles.

Ces éléments révèlent une fragilité de fond : un pouvoir fondé sur la coercition plus que sur un contrat social, qui doit désormais consolider son autorité au-delà de la seule victoire militaire.

21 septembre : Brown Bag Seminar « No Room to Retreat? Rethinking Strategic Depth in the Baltics ».



Le 21 septembre 2026, IRSEM Europe a organisé un Brown Bag Seminar consacré à la profondeur stratégique des États baltes face à la Russie. L'intervention de Lukas Milewski, professeur assistant à l'Institute for History de l'Université de Leiden, aux Pays-Bas, est partie d'un constat : le manque de profondeur stratégique des États baltes est devenu un lieu commun de l'analyse de défense, comme s'il s'agissait d'une donnée figée. Or cette profondeur n'a rien d'immuable : elle dépend de la technologie, des infrastructures disponibles et des capacités des forces armées.

Les échanges ont notamment souligné le rôle déterminant des infrastructures de transport, qui conditionnent le volume de forces pouvant transiter en un temps donné. Comparativement limitées dans les États baltes, elles pourraient freiner une offensive russe et offrir le temps nécessaire à l'arrivée des renforts alliés, eux-mêmes confrontés à cette contrainte. Un enjeu d'autant plus sensible que la solidité de l'article 5 fait aujourd'hui débat.

22 septembre : Conférence OPEWI « How to Further the Europeanisation of NATO? »



Le 22 septembre 2026, IRSEM Europe a accueilli une conférence du think tank Europe's War Institute, sponsorisée par la DGRIS, consacrée à l'eupéanisation de l'OTAN à l'horizon 2030. Elle réunissait le Brigadier Robbie Boyd, CEO d'Encompass BV, Ionela Maria Ciolan, chercheuse au Wilfried Martens Centre for European Studies, Alexis Vahlas, professeur à l'Université de Strasbourg, et Andréas Hatzidiakos, codirecteur d'Europe's War Institute.

Les intervenants ont présenté des scénarios dans lesquels les Européens prendraient en charge le commandement de la défense conventionnelle du continent au sein de l'Alliance, en s'appuyant sur les structures existantes, à l'image d'un éventuel Southern Sentry en Méditerranée. Le principal obstacle reste la dépendance aux capacités stratégiques américaines, dont le remplacement coûterait environ 500 milliards d'euros sur dix ans. Les échanges ont aussi porté sur l'articulation entre l'article 42.7 du TUE et l'article 5 de l'OTAN face aux menaces hybrides.

24 septembre : Brown Bag Seminar « Europe Divided over Russia's War on Ukraine? A survey of 36,000 in 19 countries in Europe ».



Comment les Européens perçoivent-ils la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, et qu'est-ce qui façonne leur opinion ? C'est la question au cœur du Brown Bag Seminar organisé par IRSEM Europe le 24 septembre 2026, animé par Filip Kostelka, professeur de science politique et titulaire de la Chaire Political and Social Change à l'European University Institute.

Près d'un Slovaque sur cinq souhaite une victoire de la Russie. Malgré un soutien majoritaire des Européens à l'Ukraine, les positions ambivalentes, voire pro-Kremlin, persistent. À partir de deux enquêtes menées auprès de plus de 36 000 répondants dans 19 pays, la recherche a confronté quatre facteurs explicatifs : intérêts économiques, idéologie, signaux partisans et désinformation.

L'importance du rôle des partis proches de la Russie ressort avant tout : plus un citoyen se sent proche d'une formation favorable au Kremlin, plus il tend à rejeter la responsabilité de la guerre sur l'Ukraine ou l'OTAN. Complotisme et autoritarisme complètent le tableau, tandis que la crise énergétique pèse peu. Les écarts entre pays sont considérables : 70 % des Polonais souhaitent la victoire de l'Ukraine, contre moins d'un tiers des Slovaques. Autant d'éléments qui plaident pour une formation de l'opinion « par le haut », où les citoyens suivent avant tout leurs élites politiques.

29 septembre : Journée à Bruxelles du Club Phoenix « Quelle place pour l'Europe dans les études stratégiques ? ».

Le 29 septembre 2026, IRSEM Europe a organisé une journée pour les doctorants du Club Phoenix, sur le thème « Quelle place pour l'Europe dans les études stratégiques ? ». La journée s'est ouverte au Service européen pour l'action extérieure (SEAE) par une rencontre avec Philippe van Amersfoort, conseiller principal de la division Planification politique et prévision stratégique.

Les participants ont ensuite été accueillis à IRSEM Europe pour un déjeuner, au cours duquel Jim Cloos est intervenu sur les « Défis géopolitiques et transformations des politiques européennes ». Ancien diplomate luxembourgeois, il a été négociateur du traité de Maastricht, ancien chef de cabinet de Jacques Santer, président de la Commission européenne de 1995 à 1999, puis haut responsable au Secrétariat général du Conseil de l'UE. Au titre de ses fonctions, il a participé à tous les Conseils européens entre 2006 et 2020. Il est aujourd'hui secrétaire général de TEPSA et Senior Associate Fellow à l'Institut Egmont.

Dans l'après-midi, Thierry Devars, chargé du programme Marie Skłodowska-Curie à la Commission européenne, a présenté les bourses Marie Skłodowska-Curie comme levier pour développer une carrière de chercheur en Europe.

La journée s'est conclue par un atelier consacré à la place de l'Europe dans les études stratégiques, réunissant Juraj Majcin, analyste au European Policy Centre (EPC) spécialisé dans la défense et la sécurité européennes, Marie-Sophie Peyre, fonctionnaire à la Direction générale de l'élargissement et du voisinage oriental (DG ENEST) de la Commission européenne, et Emmanuel Saliot, conseiller à la Direction générale des politiques externes du Parlement européen, spécialisé dans les questions de sécurité et de nouvelles technologies.

Activités des chercheurs



Yves Auffret

- Organisation avec Benoît Lopez (DGESIP) et Marie-Gabrielle Bertran (CIENS, ENS) du séminaire de rentrée du pôle technologies numériques et conflictualités de l'association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES), à l'ENS, 3 septembre.



Elie Baranets

- Présentation : « Archaeology of Strategic Narratives in International Relations », lors de la « 19th Pan-European Conference on International Relations » de l'European International Studies Association, Lisbonne, Portugal, 3 septembre.

- Interview par Lamis Djemil, « "L'Américain typique n'y pense pas" : vingt-cinq ans après le 11-Septembre, comment l'antiterrorisme s'est fondu dans le quotidien des États-Unis », France Info, 11 septembre.



David Cadier

- Publication : « Politique russe de la France et agentivité géopolitique de l'Europe », dans *La France et l'Union européenne*, dirigé par Thierry Chopin et Christian Lequesne, Presses de Sciences Po, septembre.

- Communication : « European Strategic Autonomy and the Russia-Ukraine War : From Policy Evaluation to Academic Problematization », Section thématique « Autonomie stratégique et recompositions multilatérales : les relations UE-Amérique latine », co-organisée par Kevin Parthenay et Rafael Mesquita, 18^e Congrès national de l'Association française de science politique (AFSP), Lyon, 1^{er} juillet.

- Médias : « Sommet de l'Otan Ankara 2026 », avec Amélie Zima, émission « Géopolitique » présentée par Théo Renaudon, RFI, 12 juillet.

- Participation à la réunion fermée avec le conseiller diplomatique de la ministre des Armées, IRSEM, 4 septembre.

- Intervention dans le cadre de la table ronde « La France et l'Union européenne » (présentation d'ouvrage), avec Christian Lequesne et Samuel Faure, Fabrique de la diplomatie, MEAE et Sorbonne Nouvelle, 4 septembre.

- Intervention à la table ronde « La France au sein d'une Europe puissance », Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 8 septembre.

- Participation au séminaire fermé « Franco-German Dialogue on Escalation Dynamics in Europe » co-organisé par le Centre pour la sécurité internationale de la Hertie School of Governance, l'Institut français des relations internationales et l'ambassade de France en Allemagne, Berlin, 16-17 septembre.

- Participation à la conférence annuelle du réseau doctoral Horizon-MSCA « International Dimensions and Effects of Populism (IDEoPOP) », Sciences Po, 23-24 septembre.

- Présentation sur les scénarios d'escalade en Europe, Petit déjeuner organisé par le Secrétaire général du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Quai d'Orsay, 24 septembre.

- Présidence de soutenance et direction d'un mémoire sur les politiques de défense polonaise et française, Département Relations internationales et diplomatie, Collège d'Europe, en ligne, 24 septembre.



Paul Charon

- Publication : « "La Chine a gagné !" : anatomie d'un récit performatif », *Revue Défense nationale*, 892, Été.

- Podcast : « La puissance des histoires. Lire et déplier les récits stratégiques », Le Collimateur, 28 juillet.

- Médias : « Paul Charon décortique le dernier rapport de la CIA », 28 Minutes, ARTE, 8 août.

- Intervention : « Who speaks when China narrates. Polyphonic orchestration in multipolarity discourse », dans un panel intitulé « Narrating China », 19th Pan-European Conference on International Relations (EISA), ISCTE – University Institute of Lisbon, 1^{er}-4 septembre.

- Intervention à la table ronde « Vers un monde désaligné ? », Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 8 septembre.

- Membre du jury de la thèse de Jean-Philippe Giraud, intitulée *Le renseignement extérieur français sur la Chine, de 1860 aux années 1970*, École militaire, 11 septembre.

- Intervention : « Le récit stratégique chinois à l'ère numérique », colloque « Souveraineté numérique, sécurité numérique : regards croisés stratégiques et juridiques », université de Corte, 15 septembre.

- Membre du jury du mémoire du DIREM de Sébastien Roselé intitulé « La fiction à l'usage des militaires et

des services de renseignement pour se préparer aux conflits : une pratique utile mais difficile à évaluer », Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, 22 septembre.

- Participation au CSI de François Prost, thèse intitulée « Le pouvoir au bout du quai : stratégies d'influence et ingérences sino-russes dans les ports africains de 1955 à nos jours », université Bretagne Sud, 30 septembre.



Fatiha Dazi-Héni

- Publication : « Les monarchies du Golfe face à la guerre d'Iran », *Afkar/ idées. Revue pour le Dialogue entre l'Europe et la Méditerranée*, 78, « Moyen-Orient : Instabilité et vertige », IEMed, Barcelone, été, p. 18-21.

- Audition à l'Assemblée nationale sur le rôle du sultanat d'Oman dans la guerre d'Iran par le groupe d'amitié France-Oman de l'Assemblée nationale présidé par M. Frédéric Falcon, 1^{er} juillet.

- Conférence : « From Analysis to Follow-Up: Concrete Areas for EU-GCC Cooperation after the Iran War » avec Yasmine Farouk (ICG, Golfe, Riyad), dans le cadre de « The Gulf, Europe, and the New Geopolitics », organisé par la Konrad Adenauer Stiftung (Berlin) et the Geneva Center for Security Policy (Genève), Berlin, Allemagne, 7 juillet.

- Participation à la table ronde « Saudi and French assessments of the post-Iran war Middle East », modérée par Camille Lons, avec Dr Asaad Alshamlan, directeur du centre européen, DS, Arabie saoudite, au Dialogue stratégique franco-saoudien (2^e session), organisé par l'ECFR et la DGRIS, réunissant les chercheurs saoudiens du Prince Saud Al-Faisal Institute for Diplomatic Studies, et modéré par Camille Lons (ECFR, Paris) et Elisabeth Marteu (DGRIS) avec plusieurs chercheurs universitaires et think tanks dont l'IRSEM, Paris, 7 septembre.

- Participation à la table ronde « The 28 February Crisis: Economic Impact on Saudi Arabia and the Gulf », modérée par Dorothee Schmid, directrice du Programme Turquie/Moyen-Orient, Ifri, avec la participation de chercheurs issus du Prince Saud Al-Faisal Institute for Diplomatic Studies et des chercheurs français (ECFR, IFRI, IRSEM), 8 septembre.

- Intervention à la table ronde « Géopolitique du désalignement, la fin des règles du jeu ? », Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 8 septembre.

- Interview : « Pourquoi l'Algérie a-t-elle rompu ses relations avec les EAU ? », Journal de 14h, RFI, 11 septembre.

- Interview par Peter Ndoro, « Algeria cuts diplomatic ties with UAE amid accusations of support for separatist group », émission « Africa Rise & Shine », Channel Africa (Afrique du Sud), 14 septembre.

- Médias : « Quel avenir pour l'Alliance de La Mecque ? », avec Dorothee Schmid et Gilles Boquérat, émission « Géopolitique » animée par Marie-France Chatin, RFI, 20 septembre.

- Participation à la table ronde « Moyen-Orient, nouveau hub diplomatique et commercial ? » avec Myriam Benraad et Chahir Zaki, modérée par Chantal Lorho, « Les ecopol de Tours », université de Tours, 25 septembre.

- Médias : « Quelle recomposition pour le Moyen-Orient déchiré par les guerres ? », avec Myriam Benraad et Chahir Zaki, émission « Géopolitique » animée par Chantal Lorho, RFI, 26 septembre.



Samuel Faure

- Cité dans Grégory Claeys, Sylvain Moura, Alice de Lyrot, « Industrie de défense européenne : de la dépendance à la souveraineté », Haut-Commissariat à la stratégie et au plan, Note d'analyse 162, 25 juin.

- Publication : « S'opposer à la défense européenne. Acteurs et stratégies face à la coopération et à l'intégration politico-militaire (1945-2025) », dans DFI (dir.), *2025 Frankreich Jahrbuch. Sicherheit in Europa – Sicherheit für Europa*, Baden-Baden, Nomos, 1^{er} juillet, p. 259-283.

- Publication : « Widerstand gegen die europäische Verteidigung, Akteure und Strategien angesichts von Zusammenarbeit und Integration im verteidigungs- und militärpolitischen Bereich (1945-2025) », dans DFI (dir.), *2025 Frankreich Jahrbuch. Sicherheit in Europa – Sicherheit für Europa*, Baden-Baden, Nomos, 1^{er} juillet, p. 67-92.

- Conférence : « European Strategic Autonomy Beyond Policy Narratives: The Rise of a Political Science Field », Congrès de l'Association française de science politique (AFSP), Lyon, 1^{er} juillet.

- Conférence : « Defence industry: Building a truly European market? », 40th Annual Conference of the Franco-German Institute – Rethinking European Sovereignty, Ludwigsburg, Allemagne, 2 juillet.

- Cité dans Philippe Jacqué, « Sommet de l'OTAN : face au désengagement américain, les armées des pays européens gagnent en puissance mais de façon dispersée », *Le Monde*, 7 juillet.

- Cité dans Elsa Conesa, Jakub Iwaniuk, Philippe Jacqué, « En Europe, la crainte du retour de l'Alle-

magne comme puissance militaire », *Le Monde*, 8 juillet.

- Cité dans Matthias Colboc, « Missiles Patriot fabriqués en Ukraine : coût de production, construction des usines... Après l'annonce de Trump, les questions s'accumulent », *Le Parisien*, 10 juillet.

- Podcast : « Le réveil stratégique de l'Europe », Podcast de l'ACADEM, épisode 22 (avec Pierre Haroche et Julien Malizard), 16 juillet.

- Cité dans Elsa Trujillo, « On enterre les projets les uns après les autres : le grand malaise franco-allemand sur la défense », *L'Express*, 24 juillet.

- Publication : avec Thierry Chopin, « A Wartime Agenda, A Peacetime Machine: Closing the National Implementation Gap Behind Europe's Rearmament », CEPR, Europe 2050 Policy Papers Serie, 27 juillet.

- Publication : « Entre logique intergouvernementale et contestation supranationale : la France et la politique de défense de l'Union européenne », dans Thierry Chopin et Christian Lequesne (dir.), *La France et l'Union européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, septembre, p. 257-273.

- Conférence : Présentation du chapitre « Entre logique intergouvernementale et contestation supranationale : la France et la politique de défense de l'Union européenne » (*La France et l'Union européenne*, Presses de Sciences Po, 2026), La Fabrique de la diplomatie, Paris, 4 septembre.

- Intervention à la table ronde « La France au sein d'une Europe puissance », Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 8 septembre.

- Conférence : « Sovereign States, Not a Sovereign Europe. Capacity-Building and the Politics of EU Defence after Ukraine », colloque « After the Rupture: European Defense and Collective Security in the Age of Putin and Trump », Université de Toronto, Canada, 25 septembre.

- Conférence : « Europe's Rearmament Trap: Political Convergence, Industrial Divergence », colloque « Network of European Strategic Studies Institutions (NESSI) – European Deterrence and Defence: From Rhetoric to Strategic Responsibility, Madrid, Espagne, 30 septembre.



Amélie Férey

- Modération de la table ronde « Vers un monde désaligné ? », Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 8 septembre.

- Participation au colloque « Network of European Strategic Studies Institutions (NESSI) – European Deterrence and Defence: From Rhetoric to Strategic Responsibility, Madrid, Espagne, 30 septembre.



Martial Foucault

- Ouverture de la Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 8 septembre.

- Participation au colloque « Network of European Strategic Studies Institutions (NESSI) – European Deterrence and Defence: From Rhetoric to Strategic Responsibility, Madrid, Espagne, 30 septembre.



Marine de Guglielmo Weber

- Intervention : « De la science-fiction aux politiques climatiques. La trajectoire de normalisation de la géo-ingénierie solaire », Colloque pour l'enseignement des enjeux socio-écologiques dans le supérieur (CEESES), 10 juillet.

- Interview : « Ensemencement des nuages pour lutter contre les feux en Indonésie : "Il n'y a pas de consensus scientifique sur le sujet" », *Libération*, 19 août.



Béatrice Hainaut

- Animation des ateliers Espace au profit de l'Académie diplomatique et consulaire, Paris, École militaire, 30 juin.

- Interview : « Europe's Rocket Shortage Leaves it Defenseless in Space Wars - Bloomberg », Bloomberg, 13 juillet.

- Publication : « Le grand bouleversement spatial : la réponse stratégique française », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, 93, « Géopolitique et enjeux diplomatiques de la France », août-septembre.

- Intervention à la table ronde « Vers un monde désaligné ? », Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 8 septembre.

- Participation au Sommet international sur l'espace (en tant que modératrice) à la table ronde « Formation et entraînement » et panéliste à la table ronde portant sur la recherche stratégique, Paris, 9-10 septembre.

- Enseignements dispensés sur le thème des « Nouvelles technologies et conflits contemporains », Université Paris 2 Panthéon-Assas, septembre.



Marie Hiliquin

- Participation au jury du prix de mémoire sur la Chine contemporaine, Fabrique de la diplomatie (MEAE), Paris, 4 septembre.



Isabelle Lafargue

- Réunion de coordination du projet d'ouvrage collectif « Désarmer, démobiler, réintégrer : comment penser l'avenir des groupes combattants du Proche-Orient ? » avec Chloé Berger et Didier Leroy (chercheurs au Centre d'études de sécurité et de défense de l'Institut royal supérieur de défense de Belgique, IRSD) et Hardy Mède (maître de conférences en science politique à l'Institut catholique de Paris, ICP), IRSEM, 10 septembre.



Maxime Launay

- Intervention à l'Université d'été du SOSI « Observatoire des héritages du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) », Fondation Maison des sciences de l'homme, 6 juillet.
- Publication : « Indépendance nationale ou désarmement général ? Michel Rocard et l'armement nucléaire », Note de la Fondation Jean Jaurès, 7 juillet.
- Intervention à la table ronde « La France au sein d'une Europe puissance », Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 8 septembre.



Alexandre Lauret

- Publication : « Négocier le passage : barrages, violences et compromis sur la route du trafic de migrants à Djibouti », *Suds*, 291, 2025/1, publié et mis en ligne le 24 juillet.
- Entretien vidéo : « Djibouti : dans le trafic de migrants », *Conflit*, 7 août.
- Entretien avec Vinciane Joly, « La Corne de l'Afrique, nouvelle base arrière des houthistes du Yémen », *La Croix*, 16 septembre.
- Publication : « Bab el-Mandeb – La fin des mers libres », Brève stratégique 94, IRSEM, 28 septembre.
- Publication : « Le Sahel, au centre du monde : Les leçons d'une marge politique », Brève stratégique 95, IRSEM, 29 septembre [en français et en anglais].

- Publication : avec Mathieu Mérino (dir.), « Sahel, au centre du djihadisme mondial », Étude 138, IRSEM, septembre.

- Podcast : « Yémen/mer Rouge : les Houthis ont la main », *Le Collimateur*, 29 septembre.



Céline Marangé

- Médias : « L'Ukraine a-t-elle inversé le cours de la guerre ? », *Le Club - Le Figaro International*, émission animée par Patrick Saint-Paul, 8 juillet.
- Interview par Thomas Delage, « Après l'Ukraine, l'Europe : quelles ambitions pour Vladimir Poutine ? », *Les grands dossiers de Diplomatie*, « Russie : La guerre comme seul horizon ? », juin-juillet, p. 48-51.
- Médias : « La guerre de l'ombre a commencé », *Hors série de l'Histoire*, 112, « Les Russes et l'Europe », juillet-septembre, p. 118-119.
- Médias : « Poutine : Ses nouvelles bases secrètes aux portes de l'OTAN », « C dans l'air », émission animée par Myriam Encaoua, France 5, 22 août.
- Interview par Marine Henriot : « L'Ukraine fête fièrement son indépendance », « L'invité du 18/19 », RCF Notre Dame, 24 août.
- Interview par Murielle Paradon, « Céline Marangé explore "l'impérialisme et le revanchisme" russe dans "La guerre d'Europe a commencé" », Livre international, RFI, 5 septembre 2026.
- Intervention à la table ronde « La France au sein d'une Europe puissance », Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 8 septembre.
- Conférence sur l'évolution de la pensée militaire russe à l'École de guerre-Terre, 10 septembre.
- Animation du séminaire « Ukraine : une communauté en deuil », avec Alexandra Goujon, cycle IRSEM/ISP « L'espace social et politique de la guerre : transformations, engagements, adaptations », École militaire, 11 septembre.
- Interview par Marie-France Chatin, « L'Europe sous pression russe », « Géopolitique », RFI, 12 septembre.
- Interview par Pierre Verluise, « La guerre d'Europe a-t-elle commencé ? », « Planisphère », RCF Notre Dame, 14 septembre.
- Conférence sur le « Retour et déni de la guerre » en dialogue avec Stéphane Audouin Rouzeau, Rentrée solennelle de l'Institut d'études européennes, Université Paris 8, Saint-Denis, 15 septembre.

- Organisation d'un workshop fermé d'une demi-journée sur l'évolution de la conduite de la guerre et sur les questions de dissuasion pour nos partenaires de l'Université nationale de défense de Finlande (FNDU), École militaire, 17 septembre.
- Animation du séminaire « Neighbouring an unpredictable Russia – Finnish views on strategic deterrence and total defence », avec Katri Pynnöniemi et Pentti Forsström du FNDU, cycle « Les pays de l'espace nordico-baltique face aux menaces hybrides de la Russie », Musée de l'Ordre de la Libération, 18 septembre.
- Interview par Laure Mandeville, « La guerre en Ukraine révèle une frustration de la perte de puissance », *Le Figaro*, 18 septembre.
- Participation à la table ronde « L'Ukraine en guerre, moteur d'une Europe puissance ? », Rencontres géopolitiques de Trouville, Trouville-sur-Mer, 19 septembre.
- Animation du séminaire « Strategia de Svetchine. Les leçons d'une réflexion stratégique et opérationnelle pour aujourd'hui », avec général (2S) Bernard Aussedat, Benoist Bihan et Patrick Bouhet, Book Club « Fronts de l'Est », École militaire, 22 septembre.
- Médias : « Matinale » de France culture, 23 septembre.
- Participation à la table ronde « Les guerres d'aujourd'hui », Les bibliothèques idéales, Strasbourg, 23 septembre.
- Conférence : « The war of Europe has begun: Are we ready? », The Swedish Institute of International Affairs (UI), Stockholm, Suède, 25 septembre.



Mathieu Mérino

- Participation à trois jurys de mémoire en master 2 « géopolitique, paix et sécurité » de l'Institut catholique de Paris (ICP), Paris, 15-16 juillet.
- Accueil et organisation d'une séance de travail/échanges avec l'équipe Afrique subsaharienne de l'Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, 17 juillet.
- Participation à une séance de travail/échanges avec l'équipe Afrique de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), Paris, 25 août.
- Intervention à la table ronde « Vers un monde désaligné ? », Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 8 septembre.
- Participation à sept jurys de mémoire en master 2 « analyste en stratégie internationale » de l'Institut

de relations internationales et stratégiques (IRIS), Paris, 21-22 septembre,

- Co-organisateur (avec Carine Pina) du premier séminaire AFD/IRSEM (cycle 2026-2027) intitulé « Arnaud Orain et le "capitalisme de la finitude" : le monde confisqué », Paris, 23 septembre.
- Accueil et organisation de séances de travail/échanges avec le Dr Diarra Lassina, directeur de l'Institut de recherche stratégique (IRS) de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) de Côte d'Ivoire, Paris, 28 septembre.
- Intervention : « Rethinking engagement in the Sahel » au colloque annuel du Network of European Strategic Studies Institutions (NESSI) « European Deterrence and Defence: From Rhetoric to Strategic Responsibility » organisé par le Centro Superior de Estudios de la Defensa Nacional (CESEDEN), Madrid (Espagne), 30 septembre.
- Publication : avec Alexandre Lauret (dir.), « Sahel, au centre du djihadisme mondial », Étude 138, IRSEM, 30 septembre.



Philippe Perchoc

- Cité par Clément Daniez, « Guerre hybride : en Europe, la peur de l'escalade russe », *L'Opinion*, 27 août.
- Participation au podcast de l'Institut d'études de géopolitique appliquée (IEGA), épisode 108, « Les think tanks : acteurs du débat autour des enjeux sécuritaires européens », 1^{er} septembre.
- Modération de la table ronde « La France au sein d'une Europe puissance », Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 8 septembre.



Carine Pina

- Intervention : « Défense et sécurité en Chine. Autonomie, indépendance et globalisation affirmées », Cycle national de formation de l'IHEST, 7 juillet.
- Discutante : intervention du Pr Tsai Wen Hsuan (Academia Sinica-Taiwan), « Loyalties-in-between : Overseas Chinese identity under the Chinese Communist Party from Revolution to cold war », CERISciences Po, 10 juillet.
- Organisation du séminaire « Participation politique des Indo-Américains et défense des intérêts hindous dans la Silicon Valley : capitale technologique, mobilisation de la diaspora et liens transnationaux », avec Gilles Verniers (CERISciences Po), École militaire, 14 septembre.

- Co-organisatrice, avec Mathieu Merino, et discutante du séminaire « Capitalisme de la finitude : le monde confisqué », avec Arnaud Orain, AFD/IRSEM, École militaire, 23 septembre.

- Intervention : « La politique étrangère de la RPC de 1949 à nos jours », séminaire Master, FASSE, ICP-Paris, 28 septembre.



Maud Quessard

- Co-direction, avec Marie Gayte-Lebrun du numéro 45 de *Politique américaine*, « Trump 2.0 et le nouvel âge de la politique étrangère américaine », dossier de l'OPEXAM, Paris, L'Harmattan, juin-juillet.

- Médias : « Sommet de l'OTAN d'Ankara des 7 et 8 juillet : face au désengagement américain et à la fragilisation de la relation transatlantique, jusqu'où les Européens sont-ils prêts à assumer leur propre défense ? », avec Claudia Major (German Marshall Fund), Camille Grand (ASD Europe, Sciences Po) et Élie Tenenbaum (IFRI), « Affaires étrangères », émission animée par Christine Ockrent, France Culture, durée : 59 min, 4 juillet.

- Médias : entretien avec Louis Chahumeau, « Guerre en Ukraine : marchand de rue visé à Kherson, station balnéaire touchée en Russie... "Les drones sont devenus une arme de terreur" », *Le Parisien*, 5 août.

- Publication : avec Clara Hénoux, « La puissance sous condition : recentrage hémisphérique, politisation et redéfinition contractuelle du lien transatlantique de la posture stratégique de l'administration Trump 2.0. », dans Hervé de Courrèges (dir.), *L'Année de la Défense Nationale – ADN 2027. Agir dans un monde fracturé*, IHEDN / La Documentation française, septembre, p. 165-172.

- Conférence de présentation de *La puissance sans principe. Le nouvel empire américain* (Seuil), lors de la soirée de rentrée de la communauté engagée dans la lutte contre les manipulations de l'information, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Quai d'Orsay, Paris, en présence du ministre Jean-Noël Barrot. Entretien mené par Guillaume Ledit, avec Grégoire Darcy, 10 septembre.

- Médias : « 11-Septembre : quand la guerre contre le terrorisme a révélé les limites de l'hyperpuissance américaine », grand entretien avec Anne Bernas à l'occasion du 25^e anniversaire des attentats, RFI (radio Amérique), 11 septembre.

- Médias : « "L'Américain typique n'y pense pas" : vingt-cinq ans après le 11-Septembre, comment l'antiterrorisme s'est fondu dans le quotidien des États-

Unis », article avec citations à l'occasion du 25^e anniversaire des attentats, franceinfo, 11 septembre.

- Communication à la Journée d'étude « Souveraineté numérique, sécurité numérique : regards croisés stratégiques et juridiques », Chaire Confiance numérique (Fundazione di l'Università / Équipe méditerranéenne de recherche juridique, UR 7311), Faculté de droit et de science politique, Université di Corsica Pasquale Paoli, Corte, avec André Giudicelli, Paul Césari, Antonia Grassini, Paul Charon (IRSEM), Amélie Férey (IRSEM) et Jean-Paul Mattei ; en partenariat avec la FnTC et les auditeurs IHEDN Corse, 15 septembre.

- Médias : intervention sur le rapprochement UE-Canada, TF1, Journal de 20h, 20 septembre.

- Médias : entretien avec François Blanchard, BFMTV, 20 septembre.

- Médias : « Canada – Europe : le nouvel axe anti-Trump ? » dans « Sens public », émission animée par Thomas Hugues, débat avec Frédéric Arnould (Radio-Canada) et Hélène Conway-Mouret (sénatrice, vice-présidente de la commission des Affaires étrangères), sur le statut de membre associé de l'UE proposé au Canada et la rencontre Macron-Carney, Public Sénat, 22 septembre.

- Publication : avec Estelle Pascal, « Le Groenland, nouvelle frontière des ambitions stratégiques américaines », Note stratégique 152, IRSEM, 23 septembre.



Tanguy Quidelleur

- Publication : « Gouverner par la militarisation au Burkina Faso », dans Alexandre Lauret et Mathieu Mérino (dir.), « Sahel, au centre du djihadisme mondial », Étude 138, IRSEM, 30 septembre, p. 72-80.



Clément Renault

- Entretien : « Pourquoi le patron de la CIA s'est-il rendu secrètement à Moscou ? », Public Sénat, 28 août.

- Médias : « Poutine osera-t-il viser l'OTAN », émission « Sens Public », Public Sénat, 2 septembre.

- Interview : « Tentative d'attentat à Leipzig : jusqu'où l'Europe peut-elle riposter aux attaques de Moscou ? », *Marianne*, 12 septembre.

- Rencontre avec trois chercheurs du think tank néerlandais Clingendael dans le cadre d'un projet de recherche sur l'adaptation des services de ren-

seignement européens à la menace russe, 15 septembre.

- Rencontre avec les chercheurs de l'Université nationale de défense de Finlande (FNDU), IRSEM, 17 septembre.

- Rencontre avec Mme Eugenia Hernandez, Director of Intelligence Unit in the School of Economic Intelligence and International Relations dans le cadre du programme « Armées et Défense » de la DGRIS, 24 septembre.



Virginie Saliou

- Intervention : « Dégradations de l'environnement sécuritaire et entraves à la circulation des flux : quelles reconfigurations des routes maritimes ? », XVI^e Assises nationales de la recherche stratégique, « Anticiper la tempête : repenser notre stratégie maritime », Conservatoire national des Arts et Métiers, CNAM-psdr3c-esdr3c, Paris, 24 septembre.



Hugo Tierny

- Publication : « Empreinte de la Chine à l'étranger », Veille stratégique 5, IRSEM, 31 août.



Benoît de Trégodé

- Entretien sur le livre *Le Viêt Nam en 100 questions* (Tallandier), Radio France internationale – Le livre international, 27 juin.

- Publication : « Viêt Nam, Laos, Cambodge : une intégration régionale dominée par la Chine », *Revue Défense nationale*, 892, été 2026, p.101-106.

- Co-direction avec Carine Pina du numéro d'été de la *Revue Défense nationale*, 892, « Quand la Chine dépasse le monde », Juillet-août-septembre.

- Entretien sur le livre *Le Viêt Nam en 100 questions* (Tallandier), *Conflits*, 10 juillet.

- Entretien : « Le ministère de la sécurité publique a un rôle renforcé dans l'appareil d'État vietnamien », journal en vietnamien de Radio France internationale, 20 juillet.

- Entretien : « Des partenaires asiatiques aident le Vietnam à trouver un équilibre avec les investisseurs occidentaux », journal en vietnamien de Radio France internationale, 31 août.

- Entretien : « Le Viêt Nam doit sortir de la liste des paradis fiscaux de l'UE : la France peut-elle l'aider ? », journal en vietnamien de Radio France internationale, 7 septembre.

- Entretien : « La coopération Vietnam-France appelée à se développer », Agence vietnamienne d'information (reprise en français, anglais et vietnamien dans l'ensemble des médias du Viêt Nam), 7 septembre.

- Participation au podcast sur la guerre sonore de Servane d'Alverny sur ARTE radio, épisode 3, en ligne le 9 septembre.



Océane Zubeldia

- Participation au séminaire fermé « Le burden-shifting, la France au sein de l'OTAN, la gestion de l'escalade dans le domaine naval et le C2 maritime », Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, 16 septembre.

À venir

8 octobre : Séminaire « Quelle trajectoire pour la France en Afrique de l'Ouest et au Sahel ? », École militaire, amphithéâtre Sabatier, 10h-12h.



Depuis une décennie, le Sahel, s'est imposé comme l'un des principaux foyers de violence armée au monde : expansion des organisations djihadistes vers les pays côtiers du golfe de Guinée, coups d'État en série, redéfinition des partenariats sécuritaires. Face à ces bouleversements, la trajectoire française au Sahel, et plus largement en Afrique de l'Ouest, doit être repensée à l'aune de facteurs décisifs aussi bien internes qu'externes, car les dynamiques à l'œuvre dépassent largement le cadre de la seule relation franco-africaine. Le continent est désormais au cœur d'une recomposition globale du système international, devenant un espace majeur de concurrence et coopération entre puissances, dans lequel les États africains tentent de diversifier leurs partenariats. Ce séminaire propose de faire dialoguer le colonel Peer de Jong et la chercheuse Caroline Roussy autour de leurs analyses des évolutions des dynamiques en Afrique de l'Ouest. Ce sera l'occasion de présenter leurs publications respectives récentes : *Out of Africa : Chronique du divorce franco-africain* (Mareuil Éditions, 2026) et *La mauvaise réputation. Essai sur les frontières africaines* (Riveneuve, 2026).

Docteur en science politique, breveté de l'École supérieure de guerre de Paris et diplômé en management général de l'ESSEC, Peer de Jong a été l'aide de camp des présidents de la République française François Mitterrand et Jacques Chirac. Il est aussi expert de l'Asie où il a exercé ses activités pendant de nombreuses années. Il développe au sein de l'Institut Themis, depuis plus d'une dizaine d'années, des activités de formation au profit des forces de sécurité, particulièrement en Afrique. Il est professeur associé à l'École de guerre économique de Paris.

Historienne de l'Afrique contemporaine et directrice de recherche à l'Institut de relations interna-

tionales et stratégiques (IRIS), Caroline Roussy dirige le programme Afrique/s. Sa thèse s'intitule *La construction de la frontière sénégal-gambienne : territoires, territorialités, identités (1850-1989)*.

13 octobre : Séminaire « Les armées au prisme des sciences sociales » : « De la masculinité militaire à l'esquisse d'une politisation ? Trajectoire sociologique d'anciens engagés de l'armée de Terre », avec Arthur Barry, École militaire, salle Saint-Exupéry, 10h-12h. Inscription.



Ce séminaire, le premier d'un cycle intitulé « Les armées au prisme des sciences sociales », organisé par le domaine Défense et société, interroge l'articulation, encore peu explorée en sociologie militaire, entre genre et politique au sein de l'armée de Terre française. À partir de trajectoires d'anciens militaires du rang issus des classes populaires, il examine comment l'incorporation d'une masculinité militaire, forgée par la discipline et la vie en institution, peut nourrir certaines dispositions politiques qui ne se révèlent pleinement qu'au moment du retour à la vie civile. Il s'agit ainsi d'interroger les effets possibles de cette socialisation sur les trajectoires politiques des anciens engagés, dans une institution par ailleurs attachée à sa neutralité politique.

Arthur Barry est doctorant contractuel en sociologie au laboratoire Sophiapol (Université Paris Nanterre), sous la direction d'Éric Fassin. Sa thèse porte sur la production de la masculinité chez les militaires du rang de l'armée de Terre française et son articulation avec la politisation. Ancien militaire, il combine enquête ethnographique et entretiens semi-directifs pour analyser les rapports entre genre, classe et idéologies politiques au sein de l'institution militaire.